

4931



CILSS

UNITE D'APPUI AU DEVELOPPEMENT LOCAL -UDL-



COMMUNICATION
PARTICIPATIVE EN APPUI A
DES ACTIONS
COMMUNAUTAIRES DE LUTTE
CONTRE LA DESERTIFICATION
CILSS/CRDI

Rapport national du Tchad



Yacouba KONATE

Chargé du PCP

Ousman CHIMI

Chargé du suivi au Tchad

COMMUNICATION PARTICIPATIVE EN APPUI A DES ACTIONS COMMUNAUTAIRES
DE LUTTE CONTRE LA DESERTIFICATION
CILSS/CRDI

Rapport national du Tchad

mai 2001

SOMMAIRE

I. CONTEXTE DE MISE EN ŒUVRE DU PROJET	4
1.1 Contexte environnemental	4
1.2 L'existant en matière de communication pour le développement au Tchad7	
1.3 Aperçu sur le PCP	9
1.4 Justification du choix du Tchad	10
1.4.1 Le cas du Cap Vert	10
1.4.2 Le Choix du Tchad	11
II. DEROULEMENT DU PROJET	12
2.1. choix des sites	12
2.2. Dispositif opérationnel	13
2.3. l'atelier de formation/planification.....	13
2.4. Présentation des sites	15
2.4.1. Le site de Doum-Doum	15
2.4.2. le site de Bol	16
2.4.3. Le site de l'ONG/Darna	18
2.5. Recherche-action sur le terrain.....	19
2.5.1. Sur le site de Doum-Doum.....	19
2.5.2. Sur le site de Bol.....	22
2.5.3. Sur le site de l'ONG Darna	26
III. PRINCIPALES CONTRAINTES RENCONTREES.....	32
3.1. Sur le site de Doum-Doum	32
3.2. Sur le site de Bol	32
3.3. Sur le site de l'ONG DARNA	32
IV. PRINCIPAUX RESULTATS OBTENUS	33
4.1. Résultats physiques	33
4.1.1. Sur le site de Doum-Doum.....	33
4.1.2. Sur le site de Bol.....	33
4.1.3. Sur le site de l'ONG/DARNA.....	34
4.2. Résultats en matière de communication.....	34
V.PRINCIPALES LEÇONS TIREES	
36	
VI.RECOMMANDATIONS	
38CONCLUSION :	39

I. CONTEXTE DE MISE EN ŒUVRE DU PROJET

1.1 Contexte environnemental

Autant que tous les autres pays sahéliens, le Tchad a profondément subi les sécheresses successives qui ont sévi dans la sous-région depuis la fin des années soixante et qui continue encore de l'affecter. Cependant, les événements qu'a connus le pays durant la même période ont fortement contribué à singulariser sa situation par rapport à celle des autres pays sahéliens.

Les mouvements de population consécutifs aux affrontements dans ou à proximité de la frange sahélienne du pays, plus affecté par la sécheresse, ont fait que, nonobstant d'importantes plages de mortalité dans les formations végétales, celles-ci n'ont pas connues les dégradations observées ailleurs dans le Sahel et dues essentiellement à la surexploitation de la végétation (coupes abusives, émondages, surpâturage). Autre particularité due également en grande partie à la situation de guerre : autant l'impact de la sécheresse a été atténué dans la zone sahélienne proprement dite par la désertion des populations et des animaux, autant il a été exacerbé dans les zones sahélo-soudaniennes et surtout soudaniennes par la concentration de ces mêmes populations y cherchant refuge. De même, dans la zone saharienne, si l'impact de la sécheresse est grave (arbres morts sur pied), plus graves encore sont les destructions dues à la guerre et le manque d'une politique environnementale cadrée aux réalités du pays.

En outre, la sécheresse a fortement mis en évidence la dégradation prononcée de la végétation et des sols autour des villes, des villages et des points d'eau. La pluviométrie, quant à elle, s'est invariablement située nettement en deçà du niveau de la moyenne calculée sur 20 ans avant 1970. De plus, les précipitations ont été encore plus erratiques, surtout dans les zones sahéliennes et sahélo-soudaniennes. Même si les dix dernières années donnent des signes d'amélioration, il y a lieu de tenir compte de la menace constante d'années exceptionnellement sèches comme 1973 et 1984 qui, peuvent survenir et remettre en question les acquis des périodes moins défavorables.

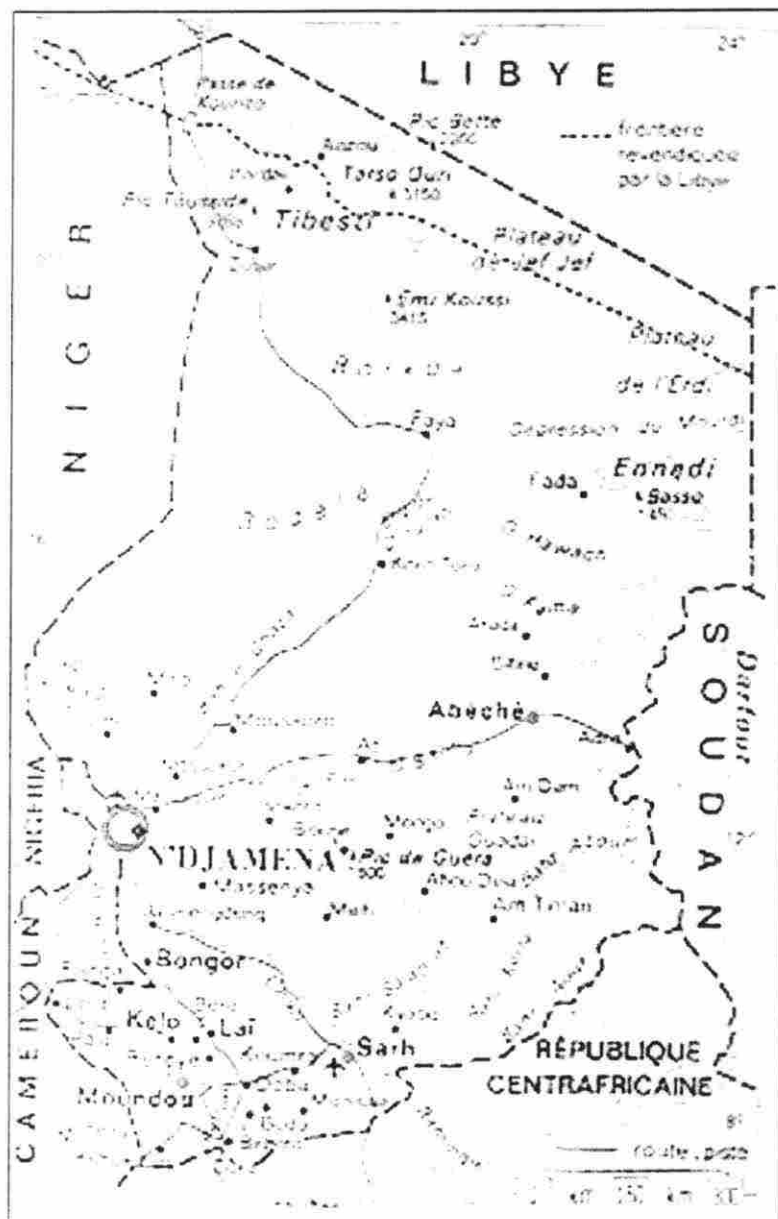
Du point de vue des formations végétales, la sécheresse a directement affecté les ressources par les mortalités qu'elle a entraînées dans l'espace végétal de la zone sahélienne avec des effets indirects souvent plus dommageables par l'extension des défrichements et la surexploitation d'aires localisées plus ou moins étendues, principalement dans la zone soudanienne et à proximité des agglomérations plus affectées qui sont entre autres : les franges bordant ou comprises entre le Logone et le Chari, le système dunaire de la zone du lac Tchad, les crêtes dunaires surplombant les ouadis du Kanem etc. Dans la zone sahélienne, l'effet de la sécheresse a occasionné d'importantes pertes sur la strate ligneuse. Plus marquées dans la zone sont les dégradations dues à l'action de l'homme dans les lits desséchés des rivières et autour des mares temporaires, où des peuplements entiers d'*Acacia nilotica* sont ceinturés à mort pour les cultures de décrues. Des peuplements entiers ont été exploités à blanc notamment à proximité des départements du Batha-Est et du

Batha-Ouest. S'agissant de la strate herbacée, bien que s'étant reconstituée en de vastes plages, elle laisse encore apparaître l'action du piétinement et du surpâturage dues à des concentrations de troupeaux, surtout à proximité des points d'eau et le long des couloirs de transhumance. Dans la zone sahélo-soudanienne et soudanienne, des plages de mortalité s'observent surtout dans les formations à combretum glutinosum. Des pieds isolés de khaya senegalensis morts témoignent également des effets directs de la sécheresse. Mais, c'est plutôt l'extension des défrichements et d'ébranchage excessif des essences fourragères qui constituent le véritable facteur de désertification. Peu organisée, l'exploitation forestière représente elle aussi un facteur important de la désertification.

D'une part, 89% de l'approvisionnement du Tchad en énergie sont satisfaits par les formations forestières du

pays. D'autre part, environ 90% de la population dépendent exclusivement du bois pour satisfaire leurs besoins en énergie domestique. Si en référence aux autres pays sahéliens, on prend l'hypothèse basse d'une consommation moyenne de 1 stère/habitant/an, c'est environ 4.500.000 stères de bois qui ont été prélevés en 1986 pour satisfaire une population estimée à l'époque à 5.180.000 habitants (source : Direction de la Statistique - N'Djaména). Pour le bois de service, la disparition quasi-systématique des espèces les plus sollicitées (rôniers et doum) de la plupart des agglomérations et le long des voies de communication, est édifiante.

Le contexte environnemental tchadien, par l'effet de la sécheresse et du déboisement excessif sur les sols, a entraîné une baisse de la production pour un pays dont 90% de la population vit essentiellement d'activités agrico-



Doum-
DD

les. L'exemple des préfectures du Lac et du Kanem prouve à suffisance que les zones dunaires sont de moins en moins favorables à la culture du millet, et la plupart des ouadis sont affectés par la salinisation et menacés d'ensablement.

D'une manière générale, la baisse de fertilité des sols a notablement contribué au déboisement par l'extension des superficies cultivées en vue du maintien du niveau de la production.

Le Tchad a une longue tradition de lutte contre la désertification. Le problème de la gestion des ressources naturelles et de la préservation de l'environnement était depuis les années 1980, une préoccupation majeure ; ce qui a conduit le pays à plusieurs formes de gestion de ses ressources.

Le CILSS a d'ailleurs conduit des études sur des cas concrets au Tchad, à travers le PADLOS, études qui avait pour finalité de mieux cerner la problématique de la gestion décentralisée des ressources naturelles dans les pays membres du CILSS. C'est donc tout à fait naturellement que le projet de communication participative s'est appuyé entre autres, sur les résultats de ces études.

En référence à la Convention internationale de lutte contre la désertification (CCD), le Tchad sortait en 1999, de sa première session du forum national avec des orientations stratégiques prioritaires, en ce qui concerne la gestion de ressources naturelles:

- Association des communautés à la gestion des ressources naturelles
- Promotion des initiatives locales
- Renforcement des capacités d'intervention des populations
- Mise en œuvre et intégration de systèmes agro-sylvo-pastoraux adaptés
- Aménagements hydro-agricoles
- Alphabétisation des populations
- Encouragement des meilleurs défenseurs de la nature
- Application des textes en matière de pêche
- Protection des arbres contre les parasites

La mise en œuvre de ces actions demande une participation effective des populations à la base. C'est en ce sens que le projet de communication participative du CILSS a été pressenti jouer un rôle important pour la suite du processus de mise en œuvre de la CCD, d'autant plus que les communautés locales ont été mises au centre de la lutte contre la désertification.

1.2 L'existant en matière de communication pour le développement au Tchad

Au Tchad, dans le secteur agricole, la vulgarisation est l'outil sur lequel s'appuient bon nombre de structures de développement pour augmenter la production et la productivité.

Cette vulgarisation est assurée essentiellement par l'Office National de Développement Rural (ONDR), établissement public à caractère industriel et commercial créé en 1905 et qui a pour fonction de :

- Apporter aux producteurs des conseils techniques en vue de la modernisation des moyens de production ;
- Jouer le rôle de centrale d'équipement pour assurer l'approvisionnement des producteurs en intrants et équipements ;
- Assurer la liaison entre les producteurs et les organismes chargés de la distribution du crédit agricole ;
- Susciter la création et la formation des groupements.

Héritier de son passé d'agence de vulgarisation du coton en zone soudanienne, l'ONDR se caractérisait jusqu'en 1986 comme un organisme de diffusion de messages techniques au travers d'une hiérarchie de type pyramidal classique.

Après un temps de réflexion de deux ans, se sont tenus deux séminaires (septembre 1989) rassemblant l'ensemble des cadres de la sous-direction soudanienne qui ont permis d'élaborer « le programme de développement de la zone soudanienne 1991-1993 ».

Ce programme rompt avec le passé par son approche des organisations de producteurs, l'intégration de la recherche/développement et la protection des ressources naturelles. Toutefois, ce dispositif d'intervention demeure toujours de type pyramidal, même si les encadreurs ont pris le nom de « conseiller ». Du point de vue méthodologique, quelques opérations tests sont lancées avec la méthode recherche-action-développement à Melfi dans le Guera et l'introduction de la méthode « Formation -visite » avec l'aide de la Banque Mondiale dans les zones d'Ati, Oum-Hadjer et la sous-préfecture de Bongor.

Il ressort de nos jours que l'ONDR a parfaitement pris conscience de la nécessité de changer ses méthodes d'intervention. Les différentes expériences en cours s'appuient toutes, avec des modalités différentes, sur un processus participatif de recherche/action et d'appui aux initiatives de base associant ainsi l'ONDR aux associations de producteurs. Une telle démarche implique un personnel pluridisciplinaire et préparé au mode d'intervention en partenariat.

Au secteur d'élevage, la plupart des projets opérant au Tchad ont opté pour l'approche participative. Par cette approche, l'objectif était de permettre aux

éleveurs d'assurer eux-mêmes les soins de santé animale de base dans le cadre de leurs groupements. Un peu partout des réunions sont organisées par les agents de l'élevage ou les responsables des projets pour sensibiliser les éleveurs.

Chemin faisant, les concepteurs et/ou initiateurs de la méthodologie ont constaté par la suite que les agents du service de l'élevage ont éprouvé des difficultés à expliquer le rôle de l'auxiliaire d'élevage et le fonctionnement du fonds de roulement des groupements. Un rectificatif fut alors apporté à l'exemple de ce modèle de réunion faisant largement appel aux aides visuelles. S'inspirant ainsi des dessins utilisés par le projet FAC/Chari Baguirmi, les initiateurs/concepteurs de la communication dans le secteur d'élevage ont par des aides visuelles permis aux agents de tenir des réunions agréables à suivre et claires.

▪ Les médias de masse et de groupe

1. La Radio Rurale : créée en 1967 avec l'appui de la FAO et du FAC, la Radio Rurale avait pour objectif général de sensibiliser, éduquer et mobiliser la population rurale sur les thèmes du développement avec comme objectifs particuliers : promouvoir la traction animale, encourager les éleveurs à la vaccination du bétail, à la constitution des groupes de surveillance sanitaire, à la construction d'étables.

La Radio Rurale produit et diffuse trois types de programmes: micro programmes sur un thème précis, magazine d'information-débat, émission de variétés. Elle émet avec un temps d'antenne variable selon les émissions dans une dizaine de langues nationales.

2. La Radio Présence : Elle a pour origine le service audiovisuel du diocèse de N'Djaména dont la vocation au départ était essentiellement religieuse. Toutefois, depuis un certain temps sous l'impulsion de Catherine BERLOT (Directrice), Radio Présence a choisi de jouer à fond la carte du développement. De ce fait, elle assure conjointement des activités de production, de diffusion et, de formation.

Dans le secteur agricole, d'élevage, bref le secteur du développement rural tchadien, la vulgarisation a différentes définitions selon les individus. Cependant, une définition partagée pourrait au vu de l'évolution du monde rural, être celle-ci : « la vulgarisation implique l'utilisation consciente de la communication, de l'information pour aider les personnes à se faire une opinion et à prendre des bonnes décisions ». Van den ban and hawkins, 1996 : 9.

1.3 Aperçu sur le PCP

Le projet de communication participative du CILSS s'inscrit dans le cadre de la lutte contre la désertification au Sahel. Il repose sur l'idée que la plupart des stratégies de communication utilisées dans le cadre de la lutte contre la désertification, mettent l'accent sur la diffusion d'informations et de messages de persuasion et de mobilisation. Ces actions n'ont que peu d'impacts réels sur la participation à des actions de développement concrètes par les communautés touchées au premier chef par le fléau ; d'où l'idée de mettre en œuvre un projet-test de communication participative en appui à des actions de lutte contre la désertification au Sahel.

Le processus de démocratisation et de décentralisation en cours dans la sous région crée assurément un environnement institutionnel favorable à la mise en œuvre d'un tel projet.

Par convention signée en février 1998, le CILSS et le CRDI ont formalisé l'idée de mettre en œuvre un projet de communication participative au Sahel. Après des difficultés de démarrage, le projet qui devait initialement s'exécuter au Cap Vert a finalement pris son envol au Tchad.

L'objectif global du projet est l'élaboration et l'expérimentation de stratégies de communication participative en appui à des actions communautaires de lutte contre la désertification.

Ses objectifs spécifiques sont :

- Appuyer la réalisation de recherche-action visant à développer des stratégies de communication participative dans les pays particulièrement touchés par la désertification ;
- Expérimenter ces stratégies dans le cadre de ces recherches-action et analyser leurs facteurs de difficultés et de réussite ;
- Evaluer les stratégies adoptées dans ces projets pilotes ;
- Renforcer la capacité méthodologique des partenaires de recherche dans chacun des pays en matière de communication participative ;
- Produire un recensement critique des stratégies de communication dans le cadre de l'application de la CCD et plus spécifiquement dans le cadre des PAN de la région d'Afrique de l'ouest ;
- Partager les acquis et les questions soulevées par ces recherches avec les organismes responsables de la mise en application de la CCD dans les pays du Sahel.

Méthodologie de mise en œuvre

La mise en œuvre du PCP est basée sur deux cycles de recherche-action dans deux pays du CILSS à savoir : le Tchad et le Burkina Faso.

Les recherches-actions menées dans les pays retenus sont au cœur de la méthodologie du projet. Elles ont une durée de 10 mois dans chaque pays participant et suivent les étapes ci-dessous :

1. une phase de formation/planification,
2. une phase d'expérimentation et
3. une phase d'évaluation.

Elles sont soutenues par un processus d'encadrement et de formation visant à renforcer les compétences des partenaires responsables de la recherche.

Dans la mise en œuvre initiale du projet, il était prévu que la première année devait être sanctionnée par une évaluation et une table-ronde dont les conclusions seraient réinvesties la seconde année dans les autres cycles de recherche. Cette disposition a été changée pour des raisons de temps, le projet ayant démarré avec beaucoup de retard. Le deuxième cycle de recherche-action a été mis en route à mi-parcours du premier, c'est à dire une fois que le CILSS a eu la certitude que tout se déroulait correctement dans les premiers sites.

Les recherches-actions constitueront deux études de cas qui seront discutées dans le cadre d'une table-ronde régionale regroupant les acteurs de terrain du PCP, les chargés de communication des organismes nationaux chargés de la coordination du Programme d'Action National du Lutte contre la désertification -PAN/LCD- dans les pays du Sahel, ainsi que des représentants d'organismes régionaux activement impliqués dans la mise en œuvre de la Convention internationale sur la désertification et quelques personnes ressources pour discuter et valider les résultats du projet.

1.4 Justification du choix du Tchad

Le choix des pays participants à la phase de démarrage du projet s'est posé dès la formulation de l'idée de projet. Pour une fois, il a été décidé à l'occasion de ce projet "d'aller vers des pays moins choyés par les bailleurs". Des pays comme le Cap Vert, le Niger ou la Mauritanie ont été définis comme faisant partie de cette catégorie de pays et ont reçu la visite d'une mission d'exploration. A la suite d'un processus d'identification mené sous l'égide du CRDI et du CILSS et d'échanges entre les deux institutions, le Cap Vert, la Mauritanie et le Tchad ont été proposés pour être les trois pays de démarrage du projet quand bien même le choix de la Mauritanie restait sujet à réserve au CRDI.

1.4.1 Le cas du Cap Vert

De tous les pays pressentis, le Cap Vert à cause notamment de sa somme d'expériences dans la lutte contre la désertification et à cause surtout de l'approche véritablement décentralisée adoptée dans la définition et l'application de son PAN est apparu comme le cas le plus intéressant et a été choisi à ce titre pour être le premier pays de démarrage du projet.

Première initiatives et difficultés au Cap Vert

Dès les premières missions de prise de contact effectuées par le CILSS et le CRDI au Cap Vert en février 1998, il s'est avéré que la mise en œuvre du projet dans ce pays allait être entravée par des difficultés d'ordre communicationnel. Cette situation s'est compliquée lorsque au cours de la mission de prise de contact effectuée par le Coordonnateur Régional, les autorités cap verdiennes ont fait état de leur méconnaissance du projet et posé en filigrane la question de la légitimité même du projet au Cap Vert alors que cela n'avait pas été le cas en février 1998 lors des contacts avec les responsables cap verdien en charge du dossier comme l'atteste le rapport de mission du Coordonnateur du PADLOS à l'époque.

Le désistement du Cap Vert

En dépit des efforts fournis par les plus hauts responsables du CILSS pour surmonter les difficultés apparues, la situation s'est finalement soldée par un désistement du Cap vert.

1.4.2 Le Choix du Tchad

Au regard des difficultés qui se sont accumulées au Cap Vert occasionnant un grand retard et mettant en danger la survie même du projet, il a été décidé notamment lors de la réunion conjointe CILSS - CRDI du 11 février 1998 d'approcher les autorités tchadiennes pour voir dans quelle mesure il serait possible de mettre en oeuvre très rapidement le projet dans ce pays.

Et suite au désistement du Cap Vert et à l'accord du Secrétaire Exécutif du CILSS pour aller vers le Tchad, les autorités de ce pays ont été officiellement saisies et ont marqué leur accord pour le démarrage du PCP.

Le choix du Tchad pour être finalement le pays de lancement du projet est motivé par les considérations suivantes :

- l'environnement politico - institutionnel à l'heure actuelle paraît particulièrement favorable pour entreprendre une telle action comme l'atteste le succès du forum national sur la Convention Internationale de lutte contre la désertification tenu récemment au Tchad et comme en témoigne aussi le soutien politique dont bénéficie le projet d'observatoire du foncier qui est également un projet de recherche - action initié par le CILSS / PADLOS au Tchad;
- l'existence de données techniques de base résultant des études sur la gestion décentralisées des ressources naturelles réalisées l'année dernière par le PADLOS au Tchad; ceci devrait permettre d'assurer une mise en oeuvre très rapide du projet.

II. DEROULEMENT DU PROJET

2.1. Choix des sites

Le choix des sites du Tchad s'est opéré au cours d'une mission prospective en mars 1999. La mission du CILSS a rencontré un certain nombre de responsables de projets de lutte contre la désertification avec pour but d'expliquer les objectifs et résultats attendus du projet et de choisir ensemble les sites pour sa mise en œuvre. Etaient présents à cette rencontre, les responsables de :

- La Société de développement du Lac (SODELAC)
- Le Directeur des forêts ;
- L'Office national de développement rural (ONDR) ;
- L'Institut tchadien de recherche agricole pour le développement ;
- Le point focal CCD ;
- DARNA, une ONG ;
- M. Ousmane CHIMI consultant ;
- Le SP CONACILSS
- L'assistant du SP/CONACILSS ;
- La mission du CILSS.

Ce sont les participants à la rencontre qui ont fixé ensemble les critères sur la base desquels les sites seront retenus. Ce sont :

1. Existence d'un projet sur le site ;
2. Accessibilité du site ;
3. Existence de potentialités économiques, agricoles, forestières... ;
4. Présence et disponibilité des personnes ;
5. Existence d'une menace de désertification.

Après discussions, il a été retenu que les points 1, 2 et 4 sont essentiels. Ainsi, les participants ont retenu quatre sites sur les sept soumis à examen.

Les zones d'appui définitivement retenues sont présentées dans le tableau suivant :

Zones	Structures responsables	Domaines d'appui	Nombre d'animateurs
Elfass, Kadada, N'djamena rural	DARNA	Alphabétisation ; Crédit rural ; Agroforesterie.	3 agents 1 délégué d'antenne
Mao	ONDR	Ecodéveloppement (développement agrosilvopastoralisme) ;	8 agents 7 chefs de volets
Doum Doum	SODELAC	vulgarisation de techniques agricoles pour la culture de céréales, du maraîchage, de la production de fruits, éducation et santé.	4 agents
Isserom	SODELAC	Vulgarisation agricole ; Lutte contre l'ensablement.	3 agents
* en attente : Salamat	NAFIR	Information-formation-organisation ; Agriculture durable ; Femme et développement ; Epargne crédit ; hydraulique	Au moins 2

2.2. Dispositif opérationnel

Il a été tenu compte de l'aspect recherche-action pour limiter les charges de gestion du projet et mettre l'accent sur les postes relatifs aux activités de terrain.

La structuration suivante a été retenue :

- Le CONACILSS assure la gestion financière ;
- Un comité consultatif composé des responsables des zones d'appui oriente de temps en temps le projet ;
- Un chargé de suivi s'occupe du suivi méthodologique qui est un encadrement technique assuré de façon ponctuelle.
- Une structure (privée) est chargée d'évaluer le projet.

Sur le terrain, chaque site a un coordonnateur et ses animateurs. Le coordonnateur synthétise les fiches de suivi mensuelles des animateurs qu'il envoie trimestriellement au chargé de suivi. Ce dernier fournit chaque trimestre, un rapport d'étape au coordonnateur régional basé au CILSS à Ouagadougou.

2.3. L'atelier de formation/planification

Dans la méthodologie du projet, cette étape de formation planification est fondamentale et obligatoire au début de chaque cycle de recherche-action. L'atelier de formation planification vise à :



- 1) donner aux animateurs des notions sur les méthodes et outils de communication participative
- 2) familiariser les participants aux aspects méthodologiques de la Recherche/Action
- 3) planifier avec les animateurs, le projet dans les sites d'intervention

L'atelier du Tchad a eu lieu Du 09 au 20 Août 1999 au Foyer de l'animateur de DARDA et a regroupé une trentaine participants provenant :

- Des Institutions de Développement comme SODELAC, DARNA, ONDR, NAFIR.

- Du Ministère de l'Agriculture et celui de l'Environnement et de l'Eau.
- Des Structures ayant en charge la Recherche.

La cérémonie d'ouverture a été présidée par le Ministre de l'Environnement et de l'Eau, représentant le Ministre de l'agriculture, en présence du Coordonnateur de l'Unité d'Appui au Développement Local au Sahel (UDL) et quelques cadres du CILSS.

L'atelier a initié les participants à certains éléments de la communication participative, notamment :

- Définition de concepts de base de la communication participative
- Les étapes permettant d'amener les paysans à accepter ou adopter un thème de vulgarisation
- Les quelques éléments de base du processus de la communication
- Conditions minimum à remplir pour la participation des communautés
- Le rôle du communicateur
- la définition des groupes cibles
- la détermination des ressources humaines, matérielles et financières,
- les stratégies de communication
- les activités à mener
- la détermination des échéances
- l'exécution des activités
- le suivi/évaluation
- la réorientation des actions.

Des exercices pratiques ont illustré l'atelier qui a débouché sur la planification de projets de communication en appui aux activités des animateurs.

Au total, six projets de communication en appui à des actions de lutte contre la désertification ont été planifiés.

Ainsi, l'ONG Darna a présenté deux projets : l'un visant à lutter contre le déboisement et l'autre (en mesure d'accompagnement) pour l'alphabétisation des femmes en crédit rural.

Le projet de développement rural de Doum-Doum a choisi de lutter contre l'ensablement et celui de Bol veut encourager la participation de la femme à la production dans les zones aménagées.

Nafir une ONG basée dans le Guéra, a opté pour la lutte contre la dégradation des ressources naturelles.

Ce dossier après analyse, s'est avéré trop vaste et il a été demandé à cette ONG de mieux centrer l'intervention du projet.

Le projet de développement local du Kanem qui envisageait appuyer par la communication, les activités de lutte contre l'ensablement a subi le même sort que le projet précédent ; il a été jugé trop vaste et renvoyé pour recentrage.

2.4. Présentation des sites

2.4.1. Le site de DOUM-DOUM



Polder de Doum-Doum-Sila (banlieue de Doum-Doum)

La dune prend chaque année quelques mètres carrés de terres cultivables.

a) Situation géographique

Situé au sud-est de la préfecture du Lac, la sous-préfecture de Doum-Doum couvre une superficie de 2.647 km² ; Elle est limitée au Nord, Nord-Est et à l'Est par la préfecture du Kanem, au Sud par la préfecture du Chari-Baguirmi, au Nord-Ouest et à l'Ouest par la préfecture de Bol, chef-lieu de la préfecture du Lac.

DOUM-DOUM se trouve à 100 km de Bol et à 200 km de N'Djaména. Sa population est estimée à 1.000 habitants.

b) Conditions climatiques

Le climat de la région est considéré comme sahélo-sahélien et se caractérise par l'alternance d'une longue saison sèche qui comprend une période fraîche (octobre à février), une période chaude (mars à juin) et une saison des pluies qui va de juillet à septembre. Les températures moyennes se situent autour de 22° C pour la période froide et, de 32° C pour la période chaude et la saison des pluies.

c) Précipitations

Les pluies appelées « pluies des mangues » tombent au mois d'avril ou mai. Généralement, il est établi que dans la zone de Doum-Doum, les pluies sont faibles et mal réparties. Seul le mois d'août, est jusque-là, la référence de la saison pluvieuse. Les précipitations enregistrées durant les cinq (5) dernières années se situent annuellement entre 100 et 200 mm.

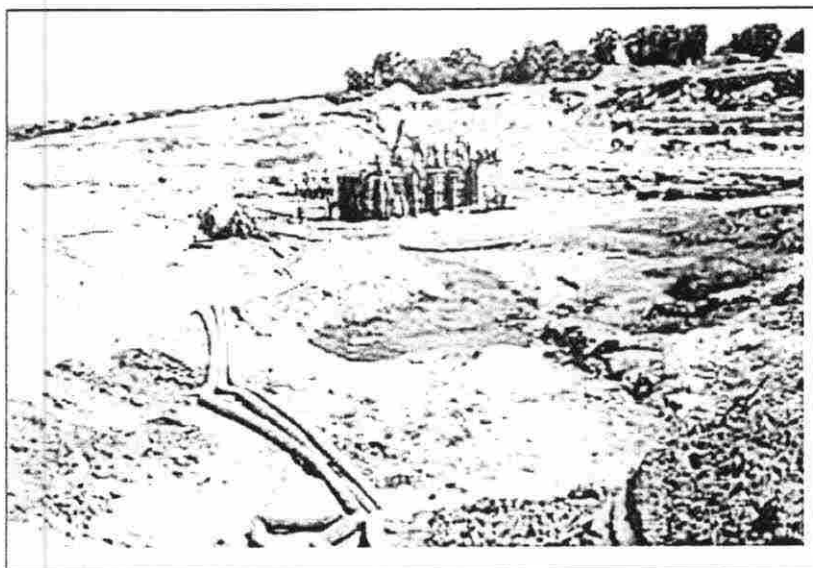
d) **Végétation**

La végétation de la région est très clairsemée sauf dans quelques rares ouadis et polders où l'on peut encore rencontrer des formations assez denses de couvert végétal, d'arbustes et de quelques arbres. Les espèces dominantes sont les épineux de type acacia et, le palmier doum.

e) **Précarité de l'environnement**

La sécheresse, conjuguée à l'intervention de l'homme, favorise jour pour jour la dégradation de la végétation avec comme conséquence, l'extension des poches de désertification. De plus, les polders et ouadis, situés en bordure des dunes sont menacés par le phénomène de l'ensablement. Un véritable problème dont fait face le projet de développement de la région de Doum-Doum (PDRD) avec l'appui du PCP (Projet de Communication Participative).

2.4.2. Le site de Bol



Le polder de Mamdi en aménagement par la SODELAC

a) **Localisation**

Créée en 1962 après son détachement de la préfecture du Kanem dont le chef-lieu est Mao, la préfecture du Lac avec comme chef-lieu Bol, tire son nom du grand Lac-Tchad. Située entre le 13^{ème} et le 14^{ème} parallèle, elle s'étend sur 22.230 km² soit 1,7% du territoire national. Elle est limitée au Nord-Est par le Kanem, au Sud par le Chari-Baguirmi et le Cameroun, au Sud-Ouest par le Nigeria et, au Nord-Ouest par le Niger. La population de la préfecture est constituée des ethnies Kanembou, Boudouma, Kouri et Had-dad auxquels s'ajoutent quelques transhumants arabes ou étrangers à la recherche des terres fertiles. La ville de Bol est située dans la zone des grands polders tels Guini, Berim, Tandal et Mamdi pour ne citer que ceux-là.

b) Régime foncier

Au Lac Tchad, la terre n'appartient pas de manière claire à celui qui la met en valeur. Mais, comme la région est fortement islamisée, la terre appartient théoriquement à Dieu. Dans les faits, la terre appartient à la communauté villageoise ou au clan qui s'est installé le premier sur le territoire. C'est ainsi que les chefs de village et chefs de terre, restent les principaux responsables de la terre. Ils sont chargés à ce titre par le chef de canton de :

- partager la terre entre les villageois ;
- d'attribuer des parcelles à ceux qui en font la demande ;
- de veiller aux cérémonies rituelles ;
- de verser les redevances après les récoltes des champs en tant que représentants des villageois.

Les paysans du village ont leurs terres sur les dunes, dans les polders et les ouadis dont ils gardent le droit d'usage ; toutefois, la vente de la terre est apparemment inexistante voire prohibée.

En ce qui concerne les étrangers, lorsqu'ils s'installent dans un village, ils ont le droit de cultiver les terres vacantes, mais ils n'en ont pas le droit d'usage permanent. Ils peuvent toutefois l'acquérir s'ils résident longtemps au village, ou s'ils épousent une fille du village ; ils deviennent alors membres à part entière de la communauté villageoise et en ce moment là, on lui accorde définitivement la terre.

c) Répartition traditionnelle des différentes terres dans les zones insulaires

Dans les ouadis et les polders traditionnels, l'attribution des terres relève toujours du pouvoir traditionnel (chef de terre, chef de village). Dès l'assèchement du polder ou du ouaddi, tous les riverains qui ont participé aux travaux de construction du barrage ont droit à une part qui leur est attribuée par l'autorité traditionnelle. Cette part, se transmet généralement par héritage. En cas d'abandon par le premier occupant, la part revient à la communauté villageoise représentée par le chef de canton qui jouit d'un grand prestige parce que possède aux yeux de ses administrés une grande influence.

d) Répartition des terres dans les polders aménagés

Les polders aménagés appartiennent à la SODELAC qui assure la répartition selon les conditions suivantes :

- s'organiser en groupement,
- respecter les cahiers de charges mis en place par elle (SODELAC)..

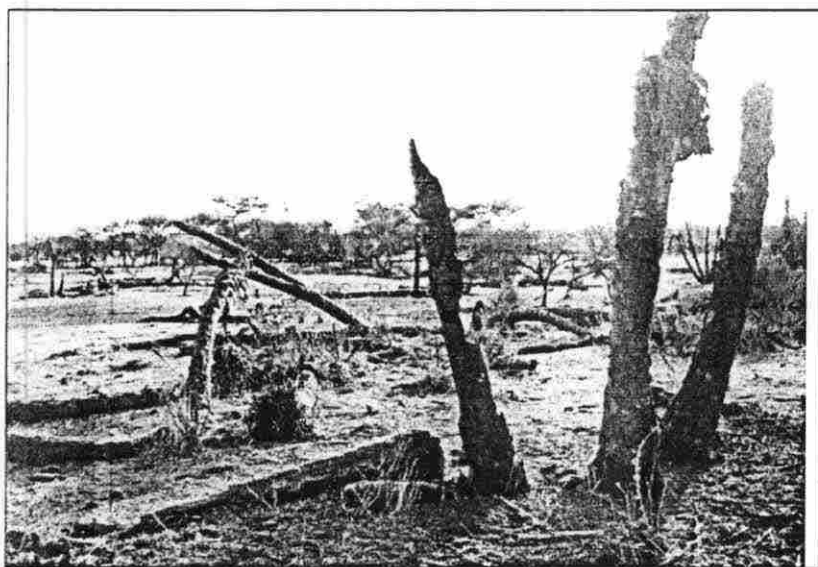
Pour l'usage des parcelles aménagées, la SODELAC ne prélève pas de redevances ; par contre, les intrants, les travaux de préparation du sol et

l'irrigation font l'objet de prélèvements en nature qui varient selon les cultures (blé, maïs, pomme de terre).

e) Place de la femme dans l'exploitation des polders aménagés

Dans la région du Lac, la participation de la femme au développement est faible, voire inexistante. Reléguée au second plan comme le veut la « tradition », celle-ci prend part activement à tous les niveaux de production (semis, sarclage, récolte...) auprès du mari mais n'est jamais attributaire des parcelles sauf à quelques exceptions. L'exemple des polders aménagés de Berim et de Guini où on note une faible présence de la femme est édifiant. Les activités principales de celles-ci (femmes) se limitent à la cueillette, la traite des animaux et la vente des sous-produits de l'élevage. C'est cette faible présence des femmes dans les périmètre aménagés qui cause un problème de développement et que la SODELAC veut résoudre par la communication.

2.4.3. Le site de l'ONG/DARNA



Zone de linia (banlieue de N'Djaména)

La mauvaise et la surexploitation des ressources ligneuses sont souvent dramatiques pour l'environnement

a) Localisation

La zone d'intervention de DARNA regroupe les trois (3) cantons : Kadada, El-Fass et Maï-ache avec une superficie de 10.000 km². Située à l'Est de N'Djaména, la zone est reliée à cette ville par une route de 35 km non bitumée et en mauvais état surtout en saison des pluies. La zone compte environ 55.964 habitants dont 51 ; 6% de femmes et 48,08% d'hommes.

b) Pluviométrie

Dans la zone, la pluviométrie varie entre 450 et 500 mm/an pendant les bonnes saisons. Bien qu'insuffisantes, elle favorise les cultures céréalières (millet, sorgho de diverses variétés) et de légumineuses (arachide, niébé) auxquelles s'adonne la population.

c) Potentialités

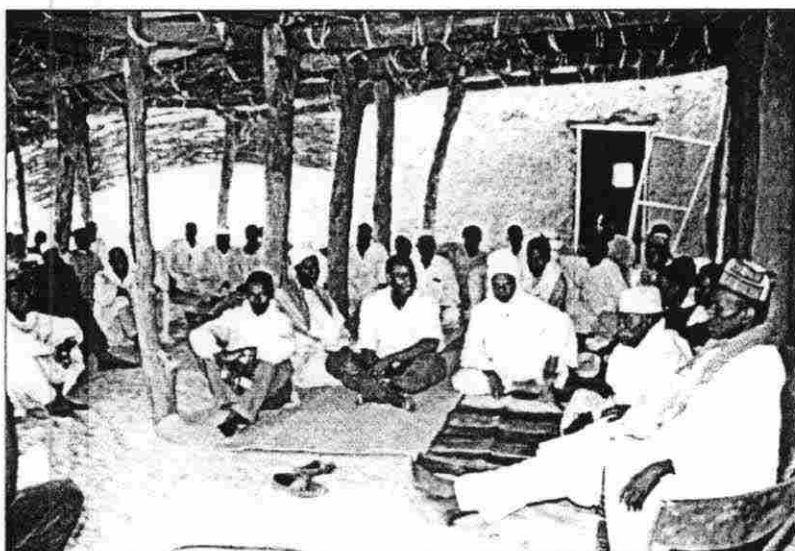
Zone à vocation agricole et d'élevage, elle s'identifie par les échanges commerciaux établis depuis plusieurs années entre la ville de N'Djaména et les marchés locaux instaurés de façon rotative dans la semaine entre les villages et basés sur les produits agricoles et forestiers. L'élevage de gros bétail (ovins, camelins, équins, petits ruminants) constitue après l'agriculture la deuxième richesse de cette partie Est du Chari-Baguirmi. Quant à l'artisanat traditionnel, il est d'un appoint non négligeable pour les femmes et contribue efficacement à résoudre certains problèmes auxquels sont confrontées les femmes tel le Azouma, genre tontine organisée à l'occasion d'un mariage, d'une circoncision ou d'un baptême.

2.5. Recherche-action sur le terrain

Le projet de communication participative en appui à des actions locales de lutte contre la désertification est entré dans sa phase opérationnelle sur l'ensemble des sites au mois de février 2000. Au terme des dix mois d'exécution, le projet à sa phase I se présente comme suit :

2.5.1. Sur le site de Doum-Doum

Dans ce site, le problème que le PCP a décidé de résoudre par la communication est l'ensablement des polders et ouadis en partenariat avec le projet de développement rural de Doum-doum. Trois (3) zones ont été choisies par les responsables du Projet de Développement Rural de Doum-Doum pour appliquer la méthodologie de communication participative. Ce sont : Kouloudia, Amerom et Doum-Doum-Sila. Le PDRD dispose d'une dizaine d'animateurs et de trois (3) encadreurs.



Analyse de la situation avec la population du village de Kouloudia sous le hangar du chef de village

TABEAU DU PLAN D'ACTION DE COMMUNICATION DE DOUM-DOUM

Objectifs de communication	Public-cibles	Canaux/Supports	Thèmes/actions	indicateurs	Période d'exécution
1. *Dans le mois de janvier 2000, augmenter de 30% le nombre de personnes de Doum-Doum ayant les capacités d'analyser les problèmes d'ensablement, et y trouver les solutions appropriées.	Adultes hommes et femmes Groupements villageois Administration partenaires Personnes influentes	Rencontres-débats Supports audiovisuels (diapo, exposition photos, vidéo) Visite dans ouadis ensablés de Djiguidada Ecoute collective de K7 d'expériences de lutte	Le projet de communication Le déboisement et l'ensablement : causes conséquences et solutions Expériences individuelles et villageoise en lutte contre le déboisement et l'ensablement	% le nombre de personnes de Doum-Doum ayant les capacités d'analyser les problèmes d'ensablement, et y proposer les solutions appropriées	
2. De février à mars 2000, accroître de 30% le nombre des paysans de Doum-Doum qui voient le problème d'ensablement et qui sont prêts à expliquer aux autres les solutions possibles pour un changement durable, bénéfique à toutes les communautés.	Paysans leaders Leaders d'opinion	Information et formation Visite à Ngouri (où l'exploitation du bois est rationnelle)	Le déboisement et l'ensablement : causes conséquences et solutions Statuts et fonctionnement des groupements Rôle dans la lutte contre l'ensablement	% de paysans de Doum-Doum qui voient le problème d'ensablement et qui sont prêts à expliquer aux autres les solutions possibles.	
3. De mars à mai 2000, favoriser la création d'un groupement associatif des femmes à Doum-Doum dont 80% des membres sont impliquées dans la recherche des solutions aux problèmes d'ensablement.	Les femmes adultes	Rencontres-débats Supports audiovisuels		% des membres du groupement impliquées dans la recherche des solutions aux problèmes d'ensablement.	
4. Evaluation à mi-parcours					
5. accroître de 30% le nombre d'adultes connaissant et utilisant les techniques de lutte contre l'ensablement	Population adulte jeunes	Formation en utilisation d'énergie alternative Supports AV	Lutte contre l'ensablement Utilisation gaz et foyers améliorés	% d'adultes connaissant et utilisant les techniques de lutte contre l'ensablement	
6. accroître de 10% le nombre de km de berges reboisées	Population adulte jeunes	Formation en Technique de reboisement des berges Supports AV	Lutte contre l'ensablement Technique de reboisement des berges	nombre de km de berges reboisées	
7. accroître de 30% le nombre de foyers utilisant d'autres sources d'énergie domestique	Population adulte jeunes	Formation en utilisation d'énergie alternative Supports AV	Utilisation gaz et foyers améliorés	nombre de foyers utilisant d'autres sources d'énergie domestique	

La mise en œuvre du PCP dans ce site a commencé par des séances d'information et de débats autour du problème de l'ensablement des polders. Objectifs : faire comprendre le problème et parvenir à des solutions locales.

Du point de vue actions de communication, les animateurs de ce site (entendu, les trois zones) ont fait dans l'ordre :

1. des rencontres d'information des principaux leaders d'opinion des zones ;
2. Visites des polders et ouadis pour mieux cerner la question de l'ensablement ;
3. Rencontre-débats avec la population pour analyser ensemble le problème et proposer des solutions.

Ils se sont donc mis en demeure, avec les populations concernées, de produire par zone, dix mille plants à mettre en terre dès les pluies. Les espèces choisies par les paysans sont celles de la zone qu'ils savent bien adaptées et résistantes : jijifus m., Neem, acacia nilotica et senegal, balanistes e., prosopis juliflora ...

La « libération » de la parole pendant ces rencontres débats organisées par les animateurs a fait émerger des besoins latents que les populations ont fini par exprimer : celui d'avoir des puits à grands diamètres pour eux-mêmes, pour les animaux et les plants qu'ils auront à planter dans quelques mois.

A la lumière des débats, les villageois ont aussi vu l'intérêt de s'organiser en groupements. De treize (13) groupements féminins au démarrage du PDRD, l'on compte aujourd'hui vingt (25) groupements exclusivement féminins.

L'opération information/sensibilisation a consisté également à des visites inter-zones et inter-sites, organisés par le PCP à deux (2) délégués par zone dans la sous-préfecture de Ngouri, où l'approche « Hais Vive » a suscité auprès des paysans visiteurs une prise de conscience et un acquit : celui de vouloir faire comme autrui.

Les populations ont également demandé le renforcement de leur capacités ; ce que les animateurs traduit en séances de formations sur le semis, les techniques d'arrosage etc. A chaque séance, les animateurs sont munis des supports à l'exemple des fiches illustratives éditées par le Ministère de l'Environnement et de l'Eau. Cette stratégie a servi de déclic pour le rôle que chacun doit jouer pour lutter contre l'ensablement. A travers ces séances, les personnes âgées reconstituent l'environnement d'hier qui, bien que menacé, n'était pas aussi dégradé. Une leçon à l'égard des générations actuelles qui, sous la menace de l'ensablement, perdent progressivement les lieux de culture. La formation c'est aussi la projection des films sur l'environnement organisée par zone sous l'œil des animateurs. Là, aussi, les réactions ne se font pas attendre comme ce sexagénaire de Kouloudia qui, après la projection du film sur l'environnement, laisse entendre : « le problème de l'ensablement n'est pas inéluctable... et d'ajouter : « on se rend compte que les solutions existent même au niveau local ». Ces solutions qui sont aujourd'hui envisagées par les paysans ne sont autres que la plantation, le sui-

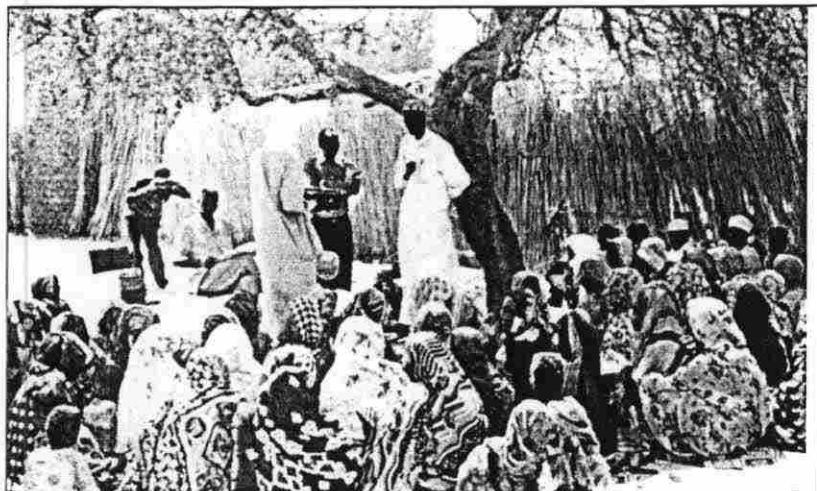
vi et l'entretien des plants autour des principaux lieux de cultures que sont : les ouaddis et polders.

La communication participative montre ici toute sa puissance, celle de permettre l'identification des problèmes des communautés, l'expression des besoins cachés et leur résolution endogène.

2.5.2. Sur le site de Bol

A Bol, milieu fortement islamisé, l'homme pour asseoir son pouvoir de chef de famille, n'offre aucune occasion à son épouse d'extérioriser sa pensée. Cette interdiction, s'applique au cercle restreint qu'est la famille, et celui élargi aux rencontres (réunions). Il a comme facteur principal le mari ; puis la société qui en fait une règle.

La marginalisation de la femme, a été le problème de communication mis en exergue lors de la planification faite par les animateurs.



*"pourquoi n'avons-nous pas de parcelles?
Nous ne nous étions jamais posé la question!"*

TABEAU DU PLAN D'ACTION DE COMMUNICATION DE BOL

Objectifs de communication	Public-cibles	Canaux/Supports	Thèmes/actions	Indicateurs	Période
1. *Dans le mois de janvier 2000, accroître de 30% le nombre de personnes à Bol ayant les capacités d'analyser les problèmes de la participation des femmes dans les périmètres aménagés et y trouver les solutions appropriées.	Adultes hommes et femmes Groupements villageois Administration partenaires Personnes influentes	Rencontres-débats Supports audiovisuels (diapo, exposition photos, vidéo) Visite dans autres périmètres aménagés Ecoute collective de K7 d'expériences de femmes	Le projet de communication L'aménagement des périmètres : causes conséquences et solutions Expériences individuelles et villageoises en participation de femmes dans les périmètres aménagés	% de personnes ayant les capacités d'analyser les problèmes de la participation des femmes dans les périmètres aménagés et y trouver les solutions	
2. De février à mars 2000, Augmenter de 30% le nombre des paysans de Bol qui voient le problème de la participation des femmes dans les périmètres aménagés et qui sont prêts à expliquer aux autres les solutions possibles pour accroître leur participation.	Paysans leaders Leaders d'opinion	Information et formation de femmes Visite dans une zone où la participation des femmes est visible Livrets	Entretien périmètres aménagés Le déboisement et l'ensablement : causes conséquences et solutions	% des paysans de Bol capables d'expliquer aux autres les solutions possibles pour accroître la participation des femmes.	
3. De mars à mai 2000, Favoriser la création d'un groupement associatif des femmes à Bol dont 80% au moins des membres exploitent les périmètres aménagés.	Les femmes adultes	Rencontres-débats	Le déboisement et l'ensablement : causes conséquences et solutions Statuts et fonctionnement des groupements Rôle dans l'exploitation des périmètres aménagés	% des membres du groupement féminin qui exploitent les périmètres aménagés	
5. Evaluation à mi-parcours					
6. De juin à août 2000, augmenter de 80% le nombre de femmes qui connaissent et utilisent les techniques d'entretien et de lutte contre l'ensablement des périmètres aménagés.	Population adulte jeunes	Formation Vidéo livrets	Entretien et lutte contre l'ensablement des périmètres aménagés.	% de femmes qui connaissent et utilisent les techniques d'entretien et de lutte contre l'ensablement des périmètres aménagés	

Les animateurs du PCP ont initié dans un premier temps des séries de rencontres avec les maris des femmes puis, avec les femmes elles-mêmes. Pour les maris, après plusieurs séances de rencontres-débats, ils acceptent l'octroi des parcelles à leurs femmes qui sera un plus pour le budget familial, affirment-ils.

Pourquoi les femmes n'ont-elles pas accès aux parcelles aménagées ? Elles avouent qu'elles ne se posaient pas la question avant les rencontres-débats : « c'est maintenant que nous sommes ouvertes, sinon, nous étions fermées ; les groupements que le projet va aider à mettre en place ne feront que renforcer davantage cette ouverture ». Dans le site de Bol, les animateurs ont recensé 2.484 femmes dans vingt cinq (25) villages et ce, pour une population féminine estimée à 4.683 femmes. Quatre vingt six (86) groupements sont formés avec en moyenne vingt (20) membres. L'atout du PCP c'est le chef de canton jouissant du prestige aux yeux de ses administrés qui a joué son rôle de communicateur. Les animateurs du PCP l'ont convaincu de se joindre à eux pour sillonner l'ensemble des villages et jouer ainsi le rôle de porte d'entrée chez des hommes qui laissent peu de place à la femme dans les échanges.

Un des supports de communication qui a eu le plus d'effet a été les photos prises lors des séances d'animation. Elles sont affichées sur des tableaux à la place publique, occasion donnée au village en général et aux femmes en particulier de se voir et de confirmer leur participation aux préoccupations qui sont les leurs.

Le magnétophone, toujours présent pour enregistrer, suscite des réactions positives lors des séances d'écoutes. La projection des films, suivie des débats délient les langues. Cet éveil féminin se généralise dans la zone du projet avec comme impact : le sentiment exprimé de vouloir être comme autrui. Une femme de Sawa I lance à l'endroit de l'assistance lors d'une projection : « nous voulons être comme nos sœurs du village de Matafo qui, par l'organisation, ont eu la possibilité d'accès aux terres et dont les produits issus de leur travail leur permettent aujourd'hui d'acheter ce dont elles ont besoin sans faire recours au mari.

Vouloir se prendre en charge progressivement est un objectif à atteindre que les femmes du site de Bol se sont fixé. N'eût été le retard accusé dans la construction des canaux d'irrigation, les femmes auraient déjà leurs parcelles. Elles ont cependant reçu l'assurance d'une répartition équitable des parcelles dès la fin des travaux. La Direction des Aménagements et de la Production de la SODELAC se réjouit de l'appui du PCP qui règle en partie ce que son institution envisageait à savoir : l'intégration de la femme dans le processus de développement de la région du Lac. Les femmes du site de Bol voient déjà les fruits que pourraient apporter l'exploitation des parcelles.

Dans le village de Mamdi, les femmes font des projections en ces termes : « nous allons, avec les revenus de nos parcelles, acheter un moulin, des semoirs et des batteuses... ». Tout un rêve, un rêve formulé en objectif nécessitant d'une part, un encadrement, et d'autre part, l'octroi de crédits pour des résultats probants.

Le tout n'est pas de vouloir faire, mais aussi d'avoir les moyens nécessaires de le faire. L'expérience d'autres projets exécutés au Tchad a montré que le processus de développement n'est pas dans la diffusion d'une innovation qui elle-même ne cadre pas avec les réalités, mais plutôt se trouve dans l'expression des besoins de la population. C'est pour quoi, une initiative de développement issue d'une réflexion locale nécessite au prime abord un appui institutionnel à l'exemple du PCP, puis, un appui financier surtout lorsqu'on sait que le revenu de la femme en milieu rural n'est que minime et ne suffit pas pour la satisfaction de ses besoins. La femme du site de Bol, en acceptant l'échange, le dialogue, se veut communicative et ainsi contribue à la construction de son édifice, celui de vouloir être autre que ce qu'elle était.

Ce progrès réalisé par la femme ne doit pas se limiter à la prise de parole devant les autorités traditionnelles ou les hommes de la communauté, mais aussi en la volonté d'être reconnue comme interlocuteur à part entière par l'ensemble de la communauté et de participer à la prise de décision.

Cet exemple des artisanes du village de Benjedidé dans le Guéra nous édifie davantage. En effet, le village de Benjedidé compte environ 596 habitants, 170 hommes, 186 femmes et 240 enfants. Il est organisé autour de plusieurs activités. Le groupement des hommes (forgerons) puis le groupement des artisanes ont reçu des crédits en fonds de roulement en appui à leurs activités respectives.

En 1998, l'appui s'est élargi à l'ensemble de la communauté à travers des activités comme le puits, puis le grenier céréalier. A la même année (1998), l'assemblée générale du village a arrêté comme priorité la construction d'un magasin communautaire et la constitution d'un stock céréalier pour faire face à la période de soudure. Un comité de suivi a été formé qui regroupe trois (3) hommes et trois (3) femmes. Puis vint la discussion au sujet de la constitution de stock céréalier et de la contribution(cotisation) de chacun. Les femmes ont fortement réagi à la proposition des hommes selon laquelle seuls les chefs de ménage devaient participer à la constitution du stock céréalier.

La seconde proposition des hommes pour qui, la contribution des femmes devaient être moindre que celles des hommes a aussi été rejetée par les femmes. Celles-ci ont exigé de participer au même titre que les hommes à toutes les étapes de la mise en place de stock céréalier, étant disposé en dernier ressort, à constituer leur propre banque de céréales. Les hommes ont finalement reconnu que les femmes étaient désormais en mesure de partici-

per pleinement à l'ensemble des initiatives du village, elles en avaient les moyens économiques et la volonté.

Pour les périmètres irrigués en cours d'aménagement, l'attribution des parcelles aussi bien aux femmes qu'à leurs maris contribuera à diminuer la pression exercée par les hommes sur les ressources allouées aux femmes et crée de ce fait les conditions préalables à l'exercice d'un meilleur contrôle par les femmes sur les bénéfices qu'elles tireront de leurs activités. Une occasion unique de valorisation sociale du rôle et de la place des femmes dans la communauté.

2.5.3. Sur le site de l'ONG/DARNA



Le problème : déboisement excessif de la zone pour approvisionner N'djaména la capitale

TABEAU DU PLAN D'ACTION DE COMMUNICATION VOILET LUTTE CONTRE LE DEBOISEMENT -DE DARN-

Objectifs de communication	Public-cibles	Canaux/Supports	Thèmes/actions	Indicateurs	Période
1. *Dans le mois de janvier 2000 , accroître de 40% la population adultes et les jeunes des 3 cantons qui ont les capacités d'analyser le phénomène de la désertification	Adultes hommes et femmes Groupements villageois Personnes influentes	Rencontres-débats Supports audiovisuels (diapo, exposition photos, vidéo) Visite dans autres régions plus dégradées Ecoute collective de K7 sur des expériences	La désertification : cause conséquences et solutions à envisager Expériences individuelles et villageoises de lutte contre la désertification	% la population adultes et les jeunes des 3 cantons ayant les capacités d'analyser le phénomène de la désertification	
2. augmenter de 30% le nombre d'adultes et de jeunes qui maîtrisent les techniques de production des plants	Paysans leaders Leaders d'opinion Adultes hommes et femmes Groupements villageois	formation Livrets vidéo	Production des plants en pépinière (formation de pépiniéristes) Le déboisement : causes conséquences et solutions	% d'adultes et de jeunes qui maîtrisent les techniques de production des plants	
3. augmenter de 30% le nombre de femmes qui connaissent les avantages des énergies alternatives pour la cuisson des aliments	Les femmes adultes et jeunes	Rencontres-débats Démonstration foyers améliorés	Le déboisement : causes conséquences et solutions Les foyers améliorés	% de femmes qui connaissent les avantages des énergies alternatives pour la cuisson des aliments	
4. Evaluation à mi-parcours				% de femmes qui ont et qui utilisent un foyer amélioré	
5. accroître de 20% le nombre de femmes qui ont et qui utilisent un foyer amélioré	femmes adultes et jeunes	Démonstration foyers améliorés Livrets en langues nationales et en français	Utilisation des foyers améliorés	% de femmes qui ont et qui utilisent un foyer amélioré	
6. *Dans le mois de juillet 2000 , amener au moins 10% des paysans des 3 cantons à créer des plantations individuelles et privées	Jeunes et adultes des 3 cantons	Démonstration ; Journée de lancement des plantations	plantation, Entretien et protection des plants ; plantation d'arbres individuellement et collectivement	% des paysans des 3 cantons ayant créé des plantations individuelles et privées	

TABEAU DU PLAN D'ACTION DE COMMUNICATION VOLET ALPHABETISATION -DARNA-

Objectifs de communication	Public-cibles	Canaux/Supports	Thèmes/actions	Indicateurs	Période
1. *Dans le mois de janvier 2000 , accroître de 40% la population adultes femmes et les jeunes qui ont les capacités d'analyser le problème de l'analphabétisme.	chefs des villages, notables religieux Maris Membres de groupements	contacts interpersonnels Rencontres-débats dans les villages	Expliquer aux chefs des différents villages, au notables et aux religieux l'importance et le changement que apporter l'alphabetisation dans le village en leur faisant un atout très important. S'entretenir avec les maris des femmes membres de comité des groupements sur le rôle important que peut jouer une femme alphabétisée dans la gestion du budget familial, l'éducation des enfants. importance de la femme alphabétisée dans la gestion du budget familial et éducation de enfants	% la population adultes femmes et les jeunes capables d'analyser le problème de l'analphabétisme.	
2. augmenter de 30% le nombre de femmes âgées qui connaissent les avantages d'une fille alphabétisée	femmes âgées des villages	Rencontres-débats dans les villages avec les femmes âgées Rencontre femmes âgées/population adulte et jeunes Chanson populaire	Importance de la femme alphabétisée dans la société d'aujourd'hui importance de la femme alphabétisée dans la gestion du budget familial et éducation de enfants	% le nombre de femmes âgées connaissant les avantages d'une fille alphabétisée	
3. augmenter de 30% le nombre de jeunes filles et garçons qui comprennent l'intérêt d'une mère alphabétisée	Les jeunes garçons et filles	Rencontres-débats Séances vidéo Saynète	La femme alphabétisée dans la société Femme non alphabétisée et ses déboires	% le nombre de jeunes filles et garçons qui comprennent l'intérêt d'une mère alphabétisée	
4. Evaluation à mi-parcours					
5. accroître de 60% le nombre de femmes membres du groupement qui comprennent l'intérêt de l'alphabetisation dans la gestion de leurs activités	Femmes membres de groupements	Rencontres-débats Séances vidéo visite d'échange inter-zone à Bokoro	Importance de la femme alphabétisée dans la société d'aujourd'hui importance de la femme alphabétisée dans la gestion du budget familial et éducation de enfants où les femmes membres des comités de gestion des groupements savent déjà lire et calculer en leur langue	% de femmes membres du groupement qui comprennent l'intérêt de l'alphabetisation dans la gestion de leurs activités	
6. alphabétiser 80% des femmes du groupement en technique de tenue de fiche de gestion	Femmes membres de groupements	Formation livrets	alphabétisation (Négocier avec les femmes membres de comité de gestion du groupement les modalités pour une formation) techniques de tenue de fiche de gestion	% des femmes du groupement qui savent tenir une fiche de gestion	

• Volet lutte contre le déboisement

Zone par excellence d'approvisionnement en bois-énergie de la capitale N'Djaména, Linia et ses environs sont régulièrement dégarnis de leurs ressources naturelles en l'occurrence le bois. Pour ce faire, et par rapport à la stratégie de communication participative, les animateurs ont, dans un premier temps entrepris des discussions avec 16 villages ciblés dont les préoccupations sont les mêmes (Kadangar, Nahala, Amdjouada, Daradja, Soukouldé, Kweke, Gargar, Amdjohol, Bitchié, Chiib, Milessaya, Koussou Bara, Darassalam, Balala, Linia Ngoï, Kachka Chaya).

Les actions étaient constituées de projections de films sur la désertification, d'écoutes collectives de cassettes etc. Projection et écoutes des cassettes qui se font autour du thé, déliant les langues tel ce vieillard de Adouba qui traduit sa pensée en ces termes : « le déboisement de notre zone est causé principalement par les forestiers et les chefs de villages ». Comment ? Rétorque un autre ! et de répondre : « les forestiers délivrent les autorisations de coupe d'arbre, tandis que les chefs de villages pour un pain de sucre indiquent aux « prédateurs » les zones boisées dont les essences sont appréciées en milieu urbain ».

Il résulte aujourd'hui des dix mois de travail des animateurs, une prise de conscience ayant abouti à la mise en place des brigades villageoises. Les ruraux de la zone de Linia ne sont pas prêts à être des simples spectateurs à l'exploitation des ressources naturelles qu'ils considèrent être d'une valeur importante. Ils affirment à chaque rencontre avec les animateurs PCP « c'est nous qui subiront les conséquences d'une gestion inefficace de nos ressources ». De cette valorisation des ressources naturelles, urge la nécessité d'élaborer des règles opérationnelles pour en contrôler l'accès. L'expérience de l'Acacia senegal dans la zone est plus qu'édifiant. En effet, avant le boom gommier des années quatre vingt et quatre vingt dix, la gestion des terroirs dans la région de Dourbali était remarquablement « libérale ». La densité de la population y est faible et les villages ont tendance de posséder des vastes terroirs. Les ressources sylvo pastorales étaient donc abondantes et peu valorisées. Par conséquent, les villages contrôlaient peu l'accès à ces ressources. Cependant, la hausse des cours mondiaux pour la gomme arabique et la valorisation des Acacia senegal ont modifié la manière dont les communautés locales gèrent l'accès à leurs terroirs. Les terroirs villageois à Dourbali sont devenus clairement délimités et, suite à l'attribution des gommiers aux familles, les parcelles de gommiers sont gérées de façon sensiblement intensive. Comme le conçoit la stratégie de communication participative dans la lutte contre le déboisement dans la zone de Linia, la population aujourd'hui s'investit progressivement et se veut rationnelle au vu de son intérêt menacé. C'est pourquoi, s'instaure aujourd'hui une réglementation qui demande à être soutenue par des règles formelles de l'autorité de l'Etat. Progressivement, le charbon de bois cède la place au foyer amélioré communément appelé fili dans la zone.

Pour les femmes qui les utilisent, elles affirment que ces foyers consomment moins de bois, préservent les cases contre l'incendie, conservent la chaleur à la cuisson un peu plus longtemps que les foyers traditionnels à trois pierres. Pour les hommes, la bouse de vache sèche est utilisée pour la préparation du thé. Un changement de comportement aussi bien individuel que collectif car, sur 1392 femmes des 16 villages touchées par l'approche communication participative, 738 d'entre elles connaissent aujourd'hui les avantages des énergies alternatives. 723 femmes des 8 villages utilisent elles, le foyer amélioré.

De ce travail fait par les animateurs, le politique n'était pas du reste, offrant 100 foyers améliorés à travers le Ministère de l'Action Sociale et de la Famille et ce, lors de la Journée Mondiale de la Femme Rurale. Un don qui renforce davantage les actions du projet de communication participative.

• **Volet alphabétisation des femmes en crédit rural (mesure d'accompagnement)**

Ce volet est une mesure d'accompagnement aux activités de Darna pour qui l'alphabétisation était capitale pour sa réussite sur le terrain. Le volet visait à convaincre les femmes de se faire alphabétiser en crédit rural. Les activités réalisées dans le cadre du PCP en ce qui concerne l'alphabétisation des



*Rencontre avec les femmes à Línia
11 femmes leaders vont aller à l'école*

l'alphabétisation des femmes se résument autour des séances de sensibilisation et des suivis conseils organisés sur les thèmes :

- Importance de la femme alphabétisée dans la gestion du budget familial et l'éducation des enfants ;
- Importance de la femme alphabétisée dans la société d'aujourd'hui.

Ces séances de rencontres regroupent les chefs de différents villages concernés par le projet, les notables et religieux. De manière rotative, les participants aux débats prennent la parole. Les intervenants définissent l'analphabète comme l'aveugle qui, même s'il est capable de mener une activité, sollicite l'appui d'autrui.

Une jeune femme, la trentaine à peine déclare lors d'une rencontre-débat : « l'éducation des enfants dépend en grande partie de la maman qui passe plus de temps auprès de celui-ci » et de conclure : « si la mère est alphabétisée, l'enfant l'est aussi ». Des outils de communication utilisés (projection de film, chansonnier à l'aide de sa guitare...) naissent des pistes de réflexion telle cette comparaison faite par un sage entre le village Nguieto du canton Kadada où le taux d'alphabétisés par rapport aux autres villages est plus élevé et où la différence s'observe par la construction d'un centre de santé, d'une école, d'une mosquée et des installations d'adductions d'eau potable.

L'équipe des animateurs PCP a entrepris la démarche qui consiste à expliquer aux maris des femmes membres du comité de gestion sur la rôle que peut jouer une femme alphabétisée. De cet aval masculin onze femmes sur les douze prévues sont aujourd'hui alphabétisées, sachant ainsi lire, écrire et compter en arabe.

La réaction des femmes âgées n'étaient pas du reste, lorsqu'on sait que le point de vue des personnes âgées dans ce milieu n'est pas contestable. Ainsi, lors d'une rencontre, celles-ci ont approuvé l'alphabétisation de leurs filles et se disent au regret de leur époque où l'école était gratuite citant au passage la réussite de deux (2) de leurs, issues de l'ethnie arabe. La première, représentante de la FAO dans un pays africain et la seconde, diplomate auprès d'un pays européen.

La nécessité d'être alphabétisée a été comprise par la population de la zone du projet . On estime de nos jours à un taux de 60% le nombre des adultes hommes, femmes et jeunes capables d'analyser le problème de l'analphabétisme ; à 70% des femmes âgées connaissant les avantages d'une fille alphabétisée et, à 50% des jeunes filles et garçons qui comprennent l'intérêt d'une mère alphabétisée. Un pourcentage dont son maintien ou son augmentation dépendra d'un prolongement de cette première phase ou de sa programmation à la phase 2 du Projet de Communication Participative.

III. PRINCIPALES CONTRAINTES RENCONTREES

3.1. Sur le site de Doum-Doum

- retard dans la prise en charge des animateurs recrutés après la planification des activités faites lors de l'atelier de DARNA ;
- manque de support de communication (vidéo) pour la location dans la zone ;
- non électrification de la zone rendant difficile les projections de films

3.2. Sur le site de BoL

- non disponibilité à temps voulu des véhicules pour le suivi du projet ;
- insuffisance des appareils photos
- sous-estimation du coût des activités lors de la planification des activités (plus le projet avance, plus il s'est avéré nécessaire d'avoir beaucoup plus de ressources financières alors que celles-ci n'ont pas été programmées).

3.3. Sur le site de l'ONG DARNA

- vétusté du véhicule de terrain rendant difficile le respect des rendez-vous pris avec les paysans ;
- insuffisance des animateurs trois (3) pour un site de seize (16) villages voire plus concernés par le projet.

IV. PRINCIPAUX RESULTATS OBTENUS

4.1. Résultats physiques

4.1.1. Sur le site de Doum-Doum

Sur ce site, bien que la forte chaleur et le manque d'eau pour l'arrosage aient pesé sur le taux de levée des plants, 10.341 sur les 30.000 plants ont survécu aux intempéries et sont repiqués aux lieux ci-après pour fixer les dunes :

*Le groupement de Kouloudia
dans sa pépinière*



N°	Lieux de repiquage	Nombre de plants
01	Polder de Doum-Doum	3.440
02	Polder de Kouloudia	2.432
03	Polder de Iriri	4.049
04	Polder de Wole	420
	Total	10.341

Soit environ 8 km de plantation sur quatre à cinq rangées de plants.

4.1.2. Sur le site de Bol

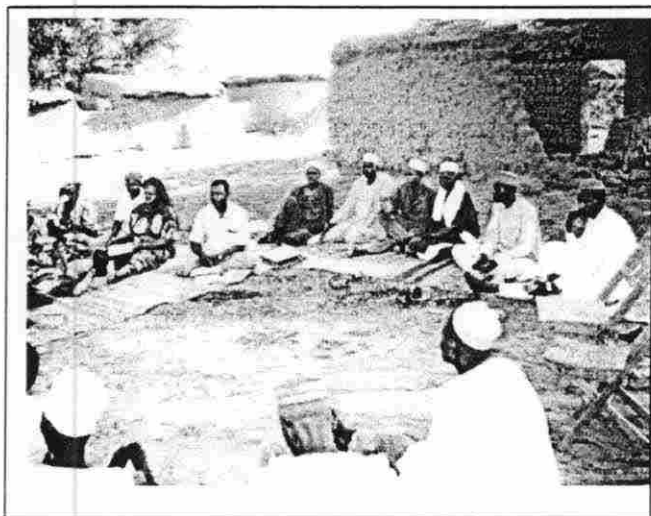
Au regard du travail abattu par les animateurs du site de Bol, on peut citer (1) la formation des groupements féminins au nombre de 26 et (2) l'exploitation d'un champ de maïs par les femmes du groupement de Berim. Une partie de



Les femmes de Bol aménageant leur champ de maïs

la récolte a été vendue sur le marché et l'argent est versé dans une caisse, propriété du groupement. Une autre partie de la récolte a été redistribuée entre les membres du groupement.

4.1.3. Sur le site de l'ONG/DARNA



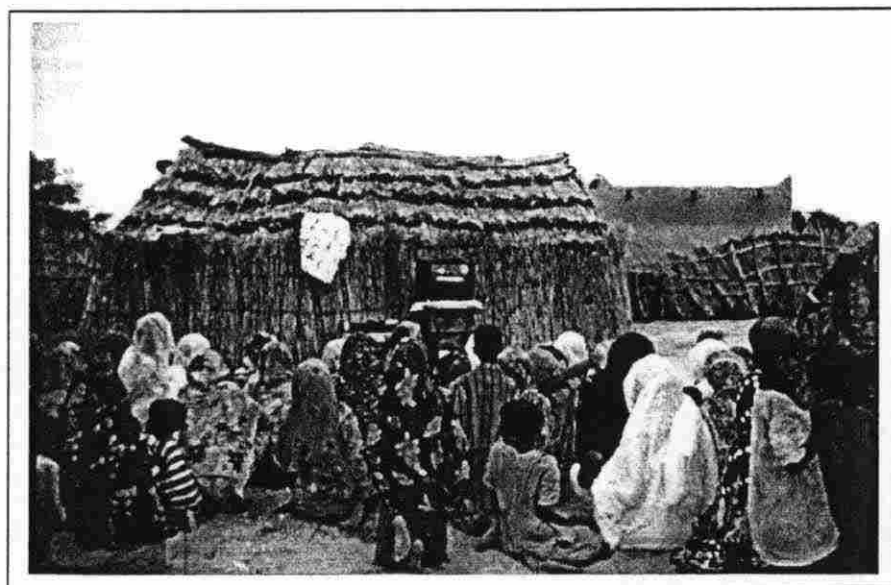
- Hausse du prix de charbon à Linia. 2.500 FCFA au lieu de 1.750 FCFA ;
- 48 surveillants de terroir issus de 16 villages sont formés pour collaborer avec les chefs de villages et les services ayant en charge la protection de l'environnement.

*Séance de discussion dans la zone de Linia
Il est question de la mise en place des brigades
de surveillance des terroirs*

4.2. Résultats en matière de communication

Animation vidéo à Bol :

Comme le dit une paysanne : « avec la vidéo il est difficile de ne pas tenir des promesses ainsi enregistrées ».



Les acquis en matière de communication participative sur l'ensemble des sites se résument à :

- la prise de conscience de leurs problèmes par les paysans ;
- la capacité d'analyser les problèmes et y trouver des solutions ;
- la volonté de vouloir se prendre en charge tout en faisant des projections dans le futur (exemple des femmes du site de Bol) ;
- la valorisation des ressources naturelles ;

- l'élaboration de règles pour la lutte contre le déboisement ;
- la volonté de vouloir être autre que ce qu'on était hier c'est-à-dire agir et non subir.
- Eveil de conscience dans le cadre de l'alphabétisation
- Disparition progressive de la mentalité selon laquelle la femme n'est faite que pour le ménage
- Relais fait par les autres femmes âgées à l'endroit des femmes pour les décider à s'alphabétiser
- Expression d'autres besoins : demande à l'endroit de l'Etat pour la construction d'écoles (site de Darna).
- Utilisation de la bouse de vache comme énergie alternative par les femmes de la zone du projet
- Utilisation des foyers améliorés
- Expression des besoins des partenaires : demande d'attelage à crédit pour palier à la courte durée de la saison des pluies

Encadré : LA PRISE DE LA PAROLE CHEZ LES FEMMES DE BOL

« C'est maintenant que nous sommes ouvertes, sinon nous étions fermées ; le groupement que le projet va aider à mettre en place ne fera que renforcer davantage cette ouverture ». Ainsi s'exprimait une femme de Sawa, un des trente petits villages autour du polder de Mamdi en aménagement.

Pour en arriver là, l'équipe du projet de communication participative a dû y passer quatre fois. Une première fois avec toutes les autorités (administratives, religieuses et coutumières) et les autres pour des discussions assez « serrées » autour d'un thème que l'on n'a pas toujours abordé dans ces villages : l'accès des femmes aux parcelles aménagées.



Grâce à la subtilité des animateurs, les langues se sont déliées à Bol

Chacun son rôle en communication participative

En région fortement islamisée, les femmes s'expriment difficilement en présence des hommes, surtout s'ils sont des étrangers. L'équipe PCP constituée d'enfants de la région a compris cela. Avant d'introduire son thème, elle a cherché l'appui des administrations officielle, et traditionnelle. Ainsi, pour donner un cachet officiel à leur démarche, ils ont fait appel aux responsables de la SODELAC et au préfet. Ceux-ci ont expliqué que l'action des animateurs était inscrite dans leur programme et qu'elle constituait un moyen pour eux de parvenir à leur objectif qui est d'aider la population à se développer.

En ce qui concerne l'administration traditionnelle, l'équipe s'est appuyée sur le Sultan de Bol. Dans la société traditionnelle, c'est le premier personnage du canton. Il a autorité sur tous les villages de sa « juridiction » et tous les chefs de villages lui font allégeance. Le recours à cette personnalité traditionnelle a pour seul but de permettre aux maris de libérer leurs femmes. On le sait, aucune femme africaine ne peut entreprendre une action publi-

que sans l'autorisation de son mari. La femme peut, au cours d'un débat public, accepter telle ou telle proposition ; ne vous y fiez pas trop, tant qu'elle n'a pas l'accord de son mari, elle ne « bougera » pas. L'appui du Sultan de Bol devait rassurer les maris que le chef suprême est d'accord avec les animateurs, il n'y a donc plus d'entraves, ils peuvent y adhérer, leurs femmes aussi.

La prise de la parole

La tradition africaine veut que l'étranger qui arrive prenne (après autorisation) la parole et explique en premier les raisons de sa venue. C'est ce qui se passe dans toutes les rencontres organisées par les équipes PCP. Il faut après cela, parvenir à instaurer le débat, l'échange nécessaire à l'extériorisation des pensées.

Comme toujours, c'est la présidente des femmes qui prend la parole ; à ce niveau, la parole est encore très « officielle » et ne comporte pas vraiment d'informations intéressantes. Elle dit en ce moment ce qui est convenu, ce que vous voudriez entendre. Il en est de même pour les trois ou quatre interventions suivantes. Chez les femmes de Bol, la prise de la parole est gérontocratique. La présidente est souvent la plus âgée ou une qui est proche du chef de village. Celles qui prendront la parole après elle sont des femmes âgées.

Ces interventions ne durent guère : deux à trois minutes. Soit une période de vingt à quarante cinq minutes.

La transition entre cette période et la deuxième est assez délicate. Elle dépend de plusieurs facteurs : le degré de confiance acquis par les animateurs, le tac de ces derniers, la disposition des femmes dans l'espace du débat.

Il est évident que personne n'a envie de raconter sa vie à quelqu'un à qui on n'a pas du tout confiance. C'est pourquoi il est nécessaire pour les animateurs de s'entourer au début, de personnes influentes pour faire passer leurs messages. A Bol ce fut le cas du Sultan, des chefs de villages et imams.

L'animateur doit connaître les traditions du milieu, utiliser des proverbes et tournures paraboliques pour détendre la foule et inciter à la prise de la parole.

Nous avons vu un cas malheureux de disposition de l'auditoire lors de nos tournées où les animateurs demandaient aux femmes de s'approcher alors que les hommes étaient justement assis de ce côté. La femme ne s'assoie pas avec son mari en public. C'est pourquoi on remarquera toujours deux paquets de personnes lors des rencontres : celui des hommes généralement aux avants postes et celui des femmes, un peu en retrait et souvent caché par un tronc d'arbre ou les piliers d'un hangar. Plus cette distance homme/femme est respectée, plus les femmes prendront la parole.

La troisième période qui est véritablement celle où il y a échange, intervient sans prévenir. On s'en rend compte quand le temps de parole s'allonge, (de deux - trois minutes du début, il peut atteindre les dix), quand les femmes n'attendent plus qu'on la leur donne. On voit aussi que les sujets varient, qu'on parle de tout et de rien. C'est en ce moment que les femmes racontent leurs problèmes, qu'elles soumettent leurs réflexions. A Sawa, il a fallu attendre plus d'une heure pour en arriver là. Toutes celles qui ont pris la parole au début ont fait référence au Sultan, ce qui démontre son influence certaine, avant d'en arriver à leurs propres problèmes. A ce stade, nous avons vu trois femmes se lever en même temps pour prendre la parole ; il a fallu demander un certain ordre pour pouvoir les entendre toutes.

Une des séances s'est terminée par une danse populaire spontanée. Les maris n'avaient pas vu cela il y a bien longtemps. Un marabout se confiant au coordonnateur du PCP de Bol : « vous êtes venus libérer nos femmes, on ne les avait jamais vues comme ça auparavant ! ».

V. PRINCIPALES LEÇONS TIREES

La principale leçon de cette expérience de communication participative en appui à des actions locales de lutte contre la désertification réside dans le fait que le PCP est arrivé à faire participer effectivement des populations à

des activités définies et exécutées par elles-mêmes. Cela est évident sur le site de Bol où les femmes traditionnellement confinées dans le mutisme, ont pris la parole pour dire leurs problèmes et leur volonté de contribuer à les résoudre. A Bol, les femmes ont créé leurs groupements, mieux, elles ont anticipé sur le programme d'aménagement de la SODELAC, en délimitant des parcelles qu'elles exploitent avant la fin des aménagements. Le revenu de leur travail est redistribué entre les membres d'un même groupement.

Sur le site de l'ONG DARNA, la principale leçon/acquis réside dans l'organisation mise en place par les villages pour défendre leurs ressources naturelles. Cela a été obtenu grâce à un travail de fond des animateurs qui ont réussi, à travers des rencontres, à travers des projections vidéo, à faire émerger la conscience, le réflexe de conservation des arbres des banlieues de la capitale.

Autre leçon à noter pour ce site, la participation des femmes aux séances d'alphabétisation en gestion du crédit. Ce volet qui se présentait comme une mesure d'accompagnement pour les activités de l'ONG Darna, montre là, tout l'intérêt de la communication dans le changement de comportement des hommes. Cette ONG n'était pas arrivée auparavant à faire alphabétiser les femmes avec sa méthode classique d'intervention. En planifiant les activités de communication, en utilisant correctement les outils de communication de proximité, l'ONG est arrivée à vaincre les pesanteurs traditionnelles qui empêchaient les femmes d'accéder au savoir. Aujourd'hui, les populations de Linia connaissent l'intérêt d'une femme alphabétisée. Intérêt perçu aussi bien par les femmes âgées de la région que par les maris des femmes à alphabétiser. Elles en ont profité pour demander une école.

Sur le site de Doum-Doum, la population soucieuse des caprices naturels auxquels s'ajoutent les interventions de l'homme sur l'environnement, cherche aujourd'hui une nouvelle identité axée sur l'analyse et les propositions des solutions à leurs problèmes. Au-delà de ces indices, la population dans une proportion de 70% est résolue à lutter contre l'ensablement. Les échanges d'expériences, les rencontres-débats, bref les supports de communication qu'ils soient modernes ou traditionnels, utilisés de façon planifiée ont contribué à édifier la population au changement de leur comportement et à vouloir surtout faire mieux que l'autre avec des moyens locaux.

VI. RECOMMANDATIONS

Deux sites présentent des acquis consistants. Il s'agit du site de Bol avec l'appui à la mobilisation des femmes pour l'exploitation des parcelles aménagées et de celui de Darna avec la lutte contre le déboisement.

Le PCP/LCD au terme de ses dix mois d'exécution permet de dire qu'il est sur la bonne voie pour amener les populations à prendre en mains leurs problèmes et à y trouver des solutions propres. L'enthousiasme des femmes de Bol en est la preuve. Elles ont compris leurs problèmes; elles en discutent entre elles et avec leurs maris et elles cherchent les solutions. Cette année la pluviométrie a été en deçà des attentes; parce qu'elle s'expriment aujourd'hui, les femmes veulent anticiper, elles ont approché la Direction de la SODELAC pour qu'elles trouvent ensemble les moyens d'éviter la famine dans la préfecture.

Nous recommandons particulièrement pour les sites, un renforcement des acquis à envisager dans une phase 2 du projet ou à travers des partenariats à négocier.

Pour les femmes de Bol:

- Une diligence dans l'aménagement des parcelles de la SODELAC. Cet aménagement, s'il ne vient pas rapidement, risque d'anéantir les acquis du projet
- un appui pour la formalisation des groupements nés grâce aux animations;
- Un appui pour solutionner le besoin de scolarisation né avec la prise de conscience de ces femmes

Pour le site de Darna :

Le renforcement des capacités des brigades de surveillance des terroirs notamment en moyens de déplacement pour une meilleure surveillance des terroirs. Pour ce faire, la recherche d'autres partenaires (en attendant une éventuelle phase II du PCP) est à envisager par Darna.

Pour le site de Doum-Doum :

La poursuite de la réflexion sur le recensement des savoir locaux de lutte contre l'ensablement. Ces données, si elles sont bien diffusées, permettront à beaucoup de partenaires (autres paysans, techniciens etc.) de gagner la bataille contre l'engloutissement des terres de culture.

Pour le P.C.P

- doter chaque site d'un téléviseur, groupe électrogène de 1.5 kwa et/ou d'un véhicule tout terrain équipé d'appareils permettant de faire des projections dans les villages ;

- doter les animateurs des appareils photos soit un appareil pour deux animateurs par site ;

Pour les responsables des sites

- Capitaliser les acquis méthodologiques du PCP
- rechercher d'autres partenaires pour financer les aspects communication de leurs activités
- matérialiser par des affiches/panneaux, les sites qui ont bénéficié de l'appui du PCP

CONCLUSION

Mis en œuvre il y a dix mois au Tchad, le Projet de Communication Participative est une méthode fondée sur des principes qui exercent une influence de plus en plus grande sur les structures de développement que sont : SODELAC, DARNA, PDRD. Hier, on croyait susciter le développement par la diffusion et l'adoption sur une grande échelle des technologies modernes d'une part, et d'autre part, la planification centralisée a fait en sorte que les gens n'éprouvaient pas de sentiment d'appartenance à l'égard des plans de développement locaux. Le développement est devenu une responsabilité du gouvernement. Progressivement avec les ONG et aujourd'hui avec le PCP en sa phase pilote dans trois sites, on observe une réelle participation à la prise de décision : les gens lancent les idées, en discutent, conceptualisent et planifient les activités qu'ils exécuteront collectivement (exemple de l'approche de lutte contre la désertification à Doum-Doum).

Aujourd'hui, on note dans les trois sites que la participation à la prise de décision est la forme la plus importante à promouvoir, car, elle donne aux paysans suite au constat et au travail déjà exécuté sur la période de dix mois, une maîtrise de leur vie et de leur environnement. En même temps, ils acquièrent des compétences en résolution des problèmes et s'approprient véritablement et pleinement les projets dont ils sont destinataires.

La vidéo, la photo, les écoutes collectives des cassettes, le chansonnier, outre le fait qu'ils aident les gens à réfléchir sur leur situation, se sont révélés des outils des plus efficaces facilitant la résolution des problèmes que rencontrent les communautés. Une femme du groupement de Mamdi ne disait-elle pas lors d'une séance de projection (vidéo miroir) : « avec la vidéo il est difficile de ne pas tenir des promesses ainsi enregistrées ».

DONNEES BIBIOGRAPHIQUES

- Schéma directeur de développement de la région du Lac Tchad Tome I – Milieu humain et environnement de développement (SODETEG)
- Programme d'action national de lutte contre la désertification élaboré par les consultants nationaux :
 - ♦ BAMBE DANSALA
 - ♦ NDIKIBAYE DOLMIA
 - ♦ MYARO BERAMGOTO
 - ♦ AMOS REOULENGAR
- Rapport trimestriel du site de Bol
- Rapport trimestriel du site de Doum-Doum
- Rapport trimestriel du site de DARNA
- Rapports de missions du chargé du PCP
- Plan Directeur de lutte contre la désertification, février 1989
- Séminaire de lancement du processus d'élaboration de la stratégie nationale de réduction de la pauvreté (document final)
- L'audiocassette et ses usages, Annie JOGAND avec la collaboration de Pascal BERQUE
- Guide de l'animateur du PCP, CILSS -2000.
- Analyse de quelques approches de vulgarisation agricole en Afrique au Sud du Sahara (groupe de NEUCHATEL).

ANNEXES

1. PROGRAMMES DE COMMUNICATION DES SITES

- 1.1. programme de Bol
- 1.2. programme de Darna
- 1.3. programme de Doum-Doum



2. ETAT D'EXECUTION DES PLANS D'ACTION DES SITES

- 2.1. Etat du plan de Bol
- 2.2. Etat du plan de Darna
- 2.3. Etat du plan de Doum-Doum

3. RAPPORT D'EVALUATION DU PCP AU TCHAD